

Recap. changements

AGP – 26/02/2022

Sommaire

- 1 – Cryptomonnaies et NFT
- 2 – Taux Assurance Maladie (Alsace Moselle)
- 3 – Nouvelles versions BA et RM
- 4 – Modifications des CGE
- 5 – Nouvelle Convention Cadre
- 6 – Prélèvement à la Source (PAS)
- 7 – Analyse des litiges

Cryptomonnaies et NFT



Cryptomonnaies et NFT



CONCLUSION



Les NFT et cryptomonnaies du fait non respect de la loi 1901 relative à la gestion d'une association et des risques induits sont donc **interdits en Junior**

Rappel : pour ces mêmes raisons, il n'est pas possible d'avoir des OPCVM ou des actions

Taux Assurance Maladie

Taux Assurance Maladie



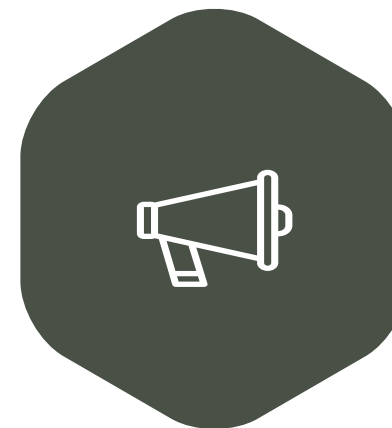
Qui est concerné ?

JUNIORS D'ALSACE
MOSELLE



Quand ?

A PARTIR DU 01/04/2022




Contenu du changement

TAUX ASSURANCE MALADIE
PASSE DE 1,5 à 1,3%



Pour les Juniors d'Alsace Moselle, pensez à changer ce taux sur vos tableaux de suivi et BV type ! Tout BV émis à partir du 01/04/2022 devra avoir ce nouveau taux.



Modifications des Conditions Générales de l'Etude (CGE)



Suivi d'études – Modification des CGE

Confidentialité et collaboration

Article sur la confidentialité

« Le client autorise néanmoins (Nom de la Junior) à citer son nom, ainsi que le domaine de l'étude réalisée pour celui-ci, à titre de référence.

(Nom de la Junior), en tant que membre de la Confédération Nationale des Junior-Entreprises (CNJE), bénéficie de la marque (type), déposée à l'INPI. Cette marque nous impose un Audit-Conseil chaque année, réalisé par l'intermédiaire d'Auditeurs-Conseil mandatés par la CNJE. Ces derniers sont chargés de veiller au respect de la réglementation spécifique applicable aux Junior-Entreprises et à la protection de cette même marque. Ils sont ainsi susceptibles de consulter tous les documents contractuels, les échanges et les livrables relatifs à la présente convention. Dans ce cadre, les membres de la CNJE mandatés par celle-ci sont soumis à une clause de confidentialité. »



- Ajout de ce paragraphe pour pouvoir avoir accès en cas de litige
- Ajout de l'autorisation de communication pour alléger l'administratif

Article sur la collaboration

« Conformément aux dispositions liant la Junior-Entreprise à ses étudiants, le chef de projet et les différents intervenants peuvent à tout moment se retirer de la mission. La Junior-Entreprise mettra alors en oeuvre tous les moyens à sa disposition pour assurer la continuité de la mission. »



Protéger les juniors en cas de changement d'une personne de l'équipe projet via l'ajout de ce paragraphe.



Envoi d'un mail type au client fourni par la CNJE



Archivage mail de la junior et de la réponse du client checkée en audit

Process si le client refuse l'article sur la confidentialité

Suivi d'études – Modification des CGE

Confidentialité

Mail type pour le client en cas de refus de l'article sur la confidentialité

Madame, Monsieur,

A la suite de nos derniers échanges, nous souhaitons revenir vers vous à propos de la clause de confidentialité que vous nous avez transmise.

Si vous ne souhaitez pas maintenir la clause de confidentialité stipulée dans notre convention d'étude en l'état, nous vous demandons de bien vouloir nous en informer par écrit, afin que nous puissions informer la CNJE du refus de la clause de votre part.

Dans l'attente de votre retour,

Cordialement,

Suivi d'études – Modification des CGE

Budget

ARTICLE 5 - BUDGET

Le prix de l'étude réalisée par [Nom de la Junior] dans le cadre de la présente Convention d'Étude est fixé d'un commun accord à **écrire le montant HT en chiffres et en lettres** conformément au budget de la présente Convention d'Étude.

[Facturation des frais au réel]

Tous les frais non prévus dans le budget et engagés pour la réalisation des prestations sont à la charge du Client. Ils seront refacturés au réel sous réserve de validation préalable par le Client et présentation des justificatifs.

[Facturation des frais au forfait]

Les frais engagés pour la réalisation des prestations feront l'objet d'une facturation au forfait. Le montant du forfait est précisé dans le budget et déterminé d'un commun accord par les parties.

Vous avez deux possibilités pour la refacturation des frais :

- Une facturation au forfait : un montant est déterminé et fixé en amont de l'étude pour couvrir l'ensemble des frais engagés. Attention si le montant des frais engagés dépasse le montant du forfait, la différence sera à la charge de la Junior.
- Une facturation au réel : un remboursement des dépenses réellement engagées une fois que celles-ci ont été réalisées. Attention à récupérer les justificatifs et à avoir l'accord préalable du Client pour chaque dépense engagée.

Nouvelle version

ARTICLE 5 - BUDGET

Le prix de l'étude réalisée par [Nom de la Junior] dans le cadre de la présente Convention d'Étude est fixé d'un commun accord à **écrire le montant HT en chiffres et en lettres** conformément au budget de la présente Convention d'Étude.

Si refacturation des frais au réel, rajoutez :

[Les autres frais engagés pour la réalisation de cette étude ainsi que les frais de téléphone et de déplacements sont à la charge du Client. Ces autres frais seront refacturés au réel sur présentation des justificatifs.]

Ancienne version

► Distinction des 2 types de facturation des frais.



Privilégiez la facturation des frais au réel qui est moins risquée sauf si le client souhaite avoir un forfait.

► Reformulation générale en « **tous les frais non prévus dans le budget** » pour couvrir l'ensemble des frais.

Suivi d'études – Modification des CGE

Budget

Désignation	Prix Unitaire HT	Nombre de JEH	Montant HT
Phase 1	X	Y	X
Phase 2	X	Y	X
Phase 3	X	Y	X
Accompagnement de la Junior	X	Y	X
Sous Total		Y	X

Frais annexes à l'étude	Montant HT
Frais de structure	X
Forfait pour la réalisation de la prestation (uniquement si un forfait est prévu)	X

Montant Total HT	X
TVA (20%) (à titre indicatif)	X
sur les encaissements	
Montant Total TTC	X

Uniquement pour la facturation des frais au réel :

Tous les frais annexes non prévus dans le budget et engagés pour la réalisation de cette prestation sont à la charge du Client. Ils seront refacturés au réel sous réserve de validation préalable par le Client et présentation des justificatifs.

Nouvelle version

Désignation	Prix Unitaire HT	Nombre de JEH	Montant HT
Phase 1	X	Y	X
Phase 2	X	Y	X
Phase 3	X	Y	X
Accompagnement de la Junior	X	Y	X
Sous Total		Y	X

Frais	Montant HT
Frais de structure	X
Montant Total HT	X
TVA (20%) (à titre indicatif)	X
sur les encaissements	
Montant Total TTC	X

Ancienne version

- Mention des deux types de facturation. Il faudra soit supprimer la ligne forfait si vous optez pour une facturation au réel et inversement. Attention à la cohérence avec les conditions générales de l'étude.

Suivi d'études – Modification des CGE

Conditions de paiement

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Prix à payer

Conformément à la présente Convention d'Étude, le Client s'engage à régler à [Nom de la Junior] le montant défini à l'article relatif au budget de l'étude à réception de la/les facture(s) correspondante(s).

Conditions de paiement

Le Client s'engage à avoir réglé à [Nom de la Junior] les différents versements au plus tard avant la date d'échéance de la/les facture(s) correspondante(s).

En cas de retard de paiement, conformément à la loi 2008-776 du 4 août 2008, il sera appliqué des pénalités au taux de 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur. Il sera aussi appliqué une indemnité de recouvrement de 40 €. Le délai de retard pouvant en outre être ajouté au délai de réalisation tel que défini dans l'article relatif aux budgets et délais des prestations de service. En cas de non-paiement, [Nom de la Junior] se réserve le droit de faire appel au tribunal compétent tel que défini dans l'article relatif aux litiges..

Dans l'hypothèse où la mission confiée par le Client cesserait à la seule initiative de [Nom de la Junior], [Nom de la Junior] s'engage à rembourser au Client l'intégralité de l'acompte versé, hormis les phases déjà acceptées sans réserves par celui-ci. Dans le cas où le montant des JEH effectués serait inférieur à celui de l'acompte versé, [Nom de la Junior] s'engage à reverser la différence au Client. Dans le cas contraire, le Client devra verser à [Nom de la Junior] la différence entre l'acompte versé et le montant des JEH effectués.

Dans l'hypothèse où la mission cesserait de la seule initiative du Client, le montant dû par le Client sera calculé au prorata du travail effectué. Dans le cas où le montant des JEH effectués serait inférieur à celui de l'acompte versé, [Nom de la Junior] gardera l'acompte du Client. Dans le cas contraire, le Client devra verser à [Nom de la Junior] la différence entre l'acompte versé et le montant des JEH effectués.

Dans l'hypothèse où la mission confiée cesserait d'un commun accord, les parties à la présente Convention d'Étude régleront de manière amiable le sort des sommes perçues par [Nom de la Junior].

Toute rupture de la présente Convention d'Étude doit respecter les termes de l'article relatif à la résiliation.

Ancienne version

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Prix à payer

Conformément à la présente Convention d'Étude, le Client s'engage à régler à [Nom de la Junior] le montant défini à l'article relatif au budget de l'étude à réception de la/les facture(s) correspondante(s).

Conditions de paiement

Le Client s'engage à avoir réglé à [Nom de la Junior] les différents versements au plus tard avant la date d'échéance de la/les facture(s) correspondante(s).

En cas de retard de paiement, conformément à la loi 2008-776 du 4 août 2008, il sera appliqué des pénalités au taux de 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur. Il sera aussi appliqué une indemnité de recouvrement de 40 €. Le délai de retard pouvant en outre être ajouté au délai de réalisation tel que défini dans l'article relatif aux budgets et délais des prestations de service. En cas de non-paiement, [Nom de la Junior] se réserve le droit de faire appel au tribunal compétent tel que défini dans l'article relatif aux litiges..

Dans l'hypothèse où la mission confiée par le Client cesserait à la seule initiative de [Nom de la Junior], [Nom de la Junior] s'engage à rembourser au Client l'intégralité de l'acompte versé, hormis les phases déjà acceptées sans réserves par celui-ci. Dans le cas où le montant des JEH effectués serait inférieur à celui de l'acompte versé, [Nom de la Junior] s'engage à reverser la différence au Client. Dans le cas contraire, le Client devra verser à [Nom de la Junior] la différence entre l'acompte versé et le montant des JEH effectués.

Dans l'hypothèse où la mission cesserait de la seule initiative du Client, le montant de l'acompte reste acquis pour [Nom de la Junior]. Dans le cas où le montant de l'acompte versé est inférieur au montant des JEH effectués par [Nom de la Junior] au moment de la signification de la rupture par le Client, le Client devra verser à [Nom de la Junior] la différence entre l'acompte versé et le montant des JEH effectués.

Dans l'hypothèse où la mission confiée cesserait d'un commun accord, les parties à la présente Convention-Cadre régleront de manière amiable le sort des sommes perçues par [Nom de la Junior].

Dans l'hypothèse où la mission confiée cesserait d'un commun accord, les parties à la présente Convention d'Étude régleront de manière amiable le sort des sommes perçues par [Nom de la Junior].

Toute rupture de la présente Convention d'Étude doit respecter les termes de l'article relatif à la résiliation.

Nouvelle version

- Pour protéger la Junior, en cas de rupture à l'initiative du client, la Junior gardera l'acompte si le montant du travail effectué est inférieur à ce dernier.

Suivi d'études – Modification des CGE

Résiliation

ARTICLE 10 - RÉSILIATION

Toute résiliation par l'une ou l'autre des parties se fera par lettre recommandée avec accusé de réception. En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations prévues par la présente Convention d'Étude, une mise en demeure lui sera envoyée par lettre recommandée afin de se conformer auxdites obligations. La résiliation de la Convention d'Étude ne pourra intervenir que passé un délai de 15 jours après la notification de la mise en demeure.

Ancienne version

ARTICLE 10 - RÉSILIATION

Toute résiliation pour non-respect par l'une des parties des obligations prévues par la présente Convention d'Étude se fera par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle devra être précédée d'une mise en demeure de se conformer auxdites obligations. La partie ne pourra procéder à la résiliation de la Convention d'Étude que passé un délai de 15 jours après notification par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

Nouvelle version

- Légère reformulation pour être plus rigoureux et éviter que cela soit considéré comme une rupture unilatérale.

Suivi d'études – Modification des CGE

Propriété de l'étude

ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE

L'ensemble des techniques et méthodes de recherche demeure la propriété de [Nom de la Junior] et ne pourra faire l'objet d'aucune utilisation ou reproduction sans accord exprès.

L'intégralité des droits patrimoniaux sur l'ensemble des travaux définis précédemment est cédée au Client en exclusivité et de façon définitive, dès lors que le Client a procédé au paiement de ces derniers. L'Étudiant conserve son droit moral sur les travaux réalisés.

[Nom de la Junior], en accord avec le Client, archivera les données concernant l'étude sur support informatique et papier. Cependant, aucune utilisation ou reproduction des travaux ou études ne pourra se faire sans l'autorisation écrite du Client.

Le Client pourra exploiter ou faire exploiter les résultats de l'étude sans aucune rémunération au profit de [Nom de la Junior], autre que celle mentionnée dans l'article relatif aux budgets et délais des prestations.

[Nom de la Junior] se réserve le droit d'utiliser le nom et le logo du Client à titre de référence.

Nouvelle version

ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE

L'ensemble des techniques et méthodes de recherche demeure la propriété de [Nom de la Junior] et ne pourra faire l'objet d'aucune utilisation ou reproduction sans accord exprès.

L'ensemble des travaux techniques et méthodologiques nécessaires à la réalisation de l'étude demeurent la propriété exclusive de [Nom de la Junior] jusqu'au paiement global de l'étude, après quoi le résultat de l'étude sera la propriété du Client.

[Nom de la Junior], en accord avec le Client, archivera les données concernant l'étude sur support informatique et papier. Cependant, aucune utilisation ou reproduction des travaux ou études ne pourra se faire sans l'autorisation écrite du Client.

Le Client pourra exploiter ou faire exploiter les résultats de l'étude sans aucune rémunération au profit de [Nom de la Junior], autre que celle mentionnée dans l'article 5 des Conditions Générales de l'Étude.

[Nom de la Junior] se réserve le droit d'utiliser le nom et le logo du Client à titre de référence.

Ancienne version

- La propriété des travaux est cédée de l'étudiant au client, ceci au fur et à mesure des paiements de ces derniers par le client et non à la fin de l'étude.



Nouvelles versions BA et RM



Suivi d'études – Nouvelles versions du BA et RM

RÉCAPITULATIF DE MISSION

Les champs entre crochets sont à modifier pour adapter ce document à l'étude réalisée.

Les informations en rouge sont des conseils pour vous aider à remplir le document ; elles ne doivent pas figurer sur le document une fois celui-ci rempli.

Ce document définissant la collaboration entre un Étudiant et la Junior a pour vocation d'être utilisé pour une Convention d'Étude, un Bon de Commande d'une Convention Cadre ou tout autre type de convention.

Il est important que ce document ne mentionne pas les éléments suivants pour éviter toute assimilation de l'intervenant à un salarié au sens du Code du Travail :

- Il n'est pas possible de parler d'ordres donnés par un membre de la Junior-Entreprise à un intervenant ni d'un contrôle du travail (notamment sur les livrables) de l'intervenant par un membre de la Junior-Entreprise ;
- Il n'est pas possible d'imposer des rendez-vous à l'intervenant, ceux-ci devant être convenus d'un commun accord.
- La Junior-Entreprise ne doit pas sanctionner ses intervenants en dehors des modalités prévues dans le présent Récapitulatif de Mission et le Règlement Intérieur.

Si la méthodologie de l'étude a été modifiée par un Avenant à la Convention d'Étude (ou Bon de Commande Rectificatif) avant l'édition du Récapitulatif de Mission (exemple : sélection d'un nouvel intervenant au cours de l'étude), il est nécessaire de faire référence à l'Avenant (ou Bon de Commande Rectificatif) également.

Les montants en chiffres et en lettres doivent correspondre. Les montants en lettres prévalent.

En cas de problématiques majeures rencontrées ou de modification du contenu des articles de ce présent RM, n'hésitez pas à contacter directement le pôle conseil (par ticket via Kiwi)

Réf : [Réf Récapitulatif de Mission]

Entre :

[Nom complet de la Junior]

située [Adresse de la Junior]

représentée par son Président [Prénom et NOM du Président],

ci-après dénommée [Nom de la Junior]. N'utilisez cette mention que si votre Junior possède un nom long, que vous ne souhaitez pas écrire en entier dans le RDM (par exemple, "Junior Etude Conseil", ci-après dénommée "JEC").

D'une part,

Et :

[Prénom et NOM de l'Étudiant],

demeurant à : [Adresse de l'Étudiant]

ci-après dénommé(e) l'Étudiant

D'autre part,

1/[XX]

[Nom de la Junior] – [Nom de l'établissement] – Association régie par la loi 1901/2008 – Membre de la Confédération Nationale des Junior-Entreprises
[Adresse de la Junior]
[Téléphone de la Junior] – [Mail de la Junior] – [Adresse internet de la Junior]
N°IRET : [IRET Junior] – Code APE : [code APE] – N° de TVA intracommunautaire : [TVA]

Un travail dans la continuité de celui de Septembre



REDUIRE LES ERREURS

De nouveaux tips ont été ajoutés pour vous aider dans la rédaction du RM et compréhension du statut des intervenants



QUELQUES LEGERES CORRECTIONS

De légères modifications sur les documents pour sécuriser la Junior.



QUAND ET COMMENT MODIFIER BA & RM

- Les nouveaux docs types sont sur [Kiwi Légal](#)
- Une [aide détaillée](#) est mise à votre disposition



Nouvelle convention cadre



Nouvelle Convention-Cadre

Convention Cadre Classique



Etudes qui se renouvellent avec un meme client



Cdc dans CCa
Méthodologie dans CCa



Garantie de 15 jours ou
3 mois suivant le livrable

Convention Cadre Agile



Diviser une grosse étude en "mini études"



Cdc dans les BC
Méthodologie dans CCa



Garantie d'une semaine minimum



CONSTAT

- Confusion entre les deux modèles et difficulté d'utilisation
- Incohérence d'avoir une méthodologie sans cdc



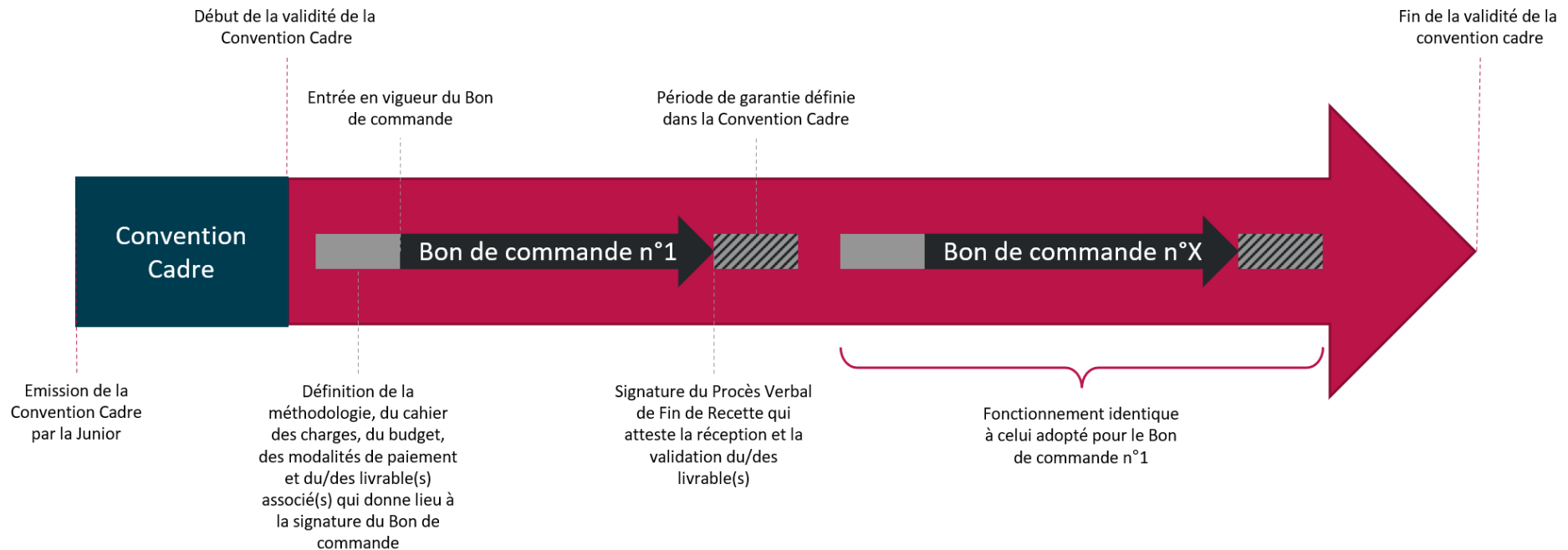
UNE NOUVELLE CONVENTION CADRE

Fusion des deux conventions actuelles avec des modifications pour améliorer l'expérience Client et Junior

BC : Bon de Commande

Cca : Convention Cadre

Nouvelle Convention-Cadre



Bon de Commande : cdc, méthodologie, budget, modalités de paiement
 Conv. Cadre : conditions générales de l'étude, présentation des acteurs, raison de la CCa etc.



Le document est disponible sur [Kiwi Légal](#) avec un [article explicatif](#)

Prélèvement à la Source (PAS)

Prélèvement à la Source (PAS)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Pour nous joindre :
Direction générale des Finances publiques
CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
SIE PARIS 17E MONCEAU EPINETTES
6A RD DE REIMS
75844 PARIS CEDEX 17
Tél : 01 40 53 20 30
Courriel : SIE.PARIS-17E-MONCEAU-EPINETTE@DGFIP.FINAN.CES.GOUV.FR
Réception avec ou sans rendez-vous : SEULEMENT SUR RDV TJJ BH45-12H45

SIE PARIS 17E MONCEAU EPINETTES
6A RD DE REIMS
75844 PARIS CEDEX 17

3649-001803-0004-00

Le 07 décembre 2021

Prélèvement à la source	
SIREN :	
REDEVABLE :	
PÉRIODE :	SEPTEMBRE 2021
MONTANT DE L'AMENDE (en euros) :	250,00

Madame, Monsieur,

Selon mes informations, vous n'avez pas rempli au titre de la période mentionnée ci-dessus, votre obligation d'effectuer la retenue à la source prévue à l'article 1671 du Code Général des Impôts (CGI) et vos obligations déclaratives prévues à l'article 87-0 A du code précité.

Dès lors, vous encourez l'application de l'amende prévue à l'article 1759-0 A du CGI.

Les modalités de liquidation de cette amende sont détaillées à la rubrique « Prélèvement à la source » du compte fiscal professionnel de redevable, accessible sur www.impots.gouv.fr/ **Votre espace professionnel/Compte fiscal/Accès par impôt/Prélèvement à la source**. Si vous souhaitez consulter le détail par salarié des amendes encourues pour des inexactitudes, vous devez adhérer au nouveau service « Amendes pour inexactitudes PAS » au sein de votre compte fiscal.

S'agissant d'une première infraction au titre de l'année 2021, cette amende ne sera pas mise en recouvrement : vous n'avez donc pas à la payer.

Je vous invite toutefois à respecter dès la prochaine échéance vos obligations déclaratives relatives au PAS. À défaut, ces manquements seront dûment sanctionnés.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le comptable public

Voir les articles du Code Général des Impôts au verso.

La charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable basées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité. Disponible sur www.impots.gouv.fr et auprès de votre service des impôts.



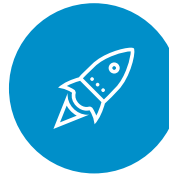
CONSTAT

Depuis Décembre, nouvelles relances des impôts avec une (pré) amende touchant au moins 30% du Mouvement.



ACTIONS DE LA CNJE

Suivi d'une trentaine de Juniors et mise en place d'un nouvel argumentaire. Discussion avec les organismes collecteurs.



RESULTATS OBTENUS

La majorité des amendes ont été suspendues ou sont en train d'être levées mais les relances continuent.

Prélèvement à la Source (PAS)



Un formulaire obligatoire à remplir pour vous accompagner et trouver une solution avec les organismes collecteurs

En cas de réception d'un courrier des impôts sur le prélèvement à la source, voici les actions à faire :

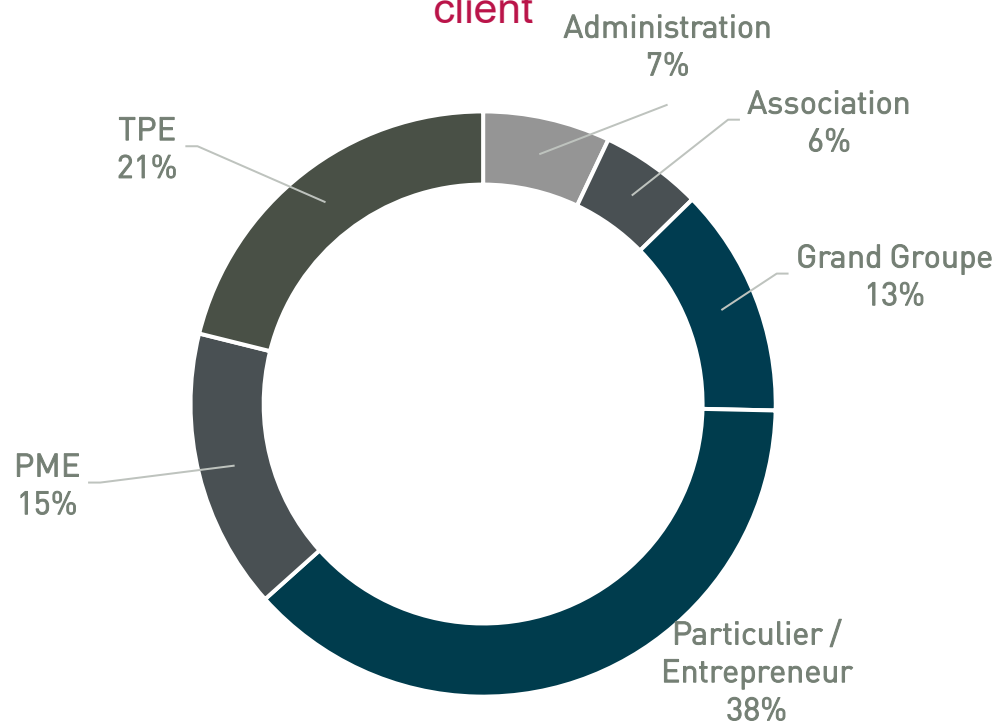
- **Identifier la nature du courrier** : si le courrier ne mentionne pas d'amende et est signé par le comptable des finances publiques alors c'est une relance générique. Vous pouvez simplement l'ignorer.
- **La relance n'est pas générique** : il faut alors envoyer l'argumentaire présent sur [kiwi légal](#) à la fois à votre Service Impôts Entreprise (SIE) ainsi qu'à votre centre Urssaf. Pensez à adapter légèrement l'argumentaire à votre situation
- **Contactez le pôle Conseil** : une fois que vous avez reçu une réponse d'un des 2 organismes ou si vous rencontrez des difficultés, envoyez un ticket via le kiwi : contactez la CNJE afin d'être suivi par le pôle Conseil.

Analyse des litiges

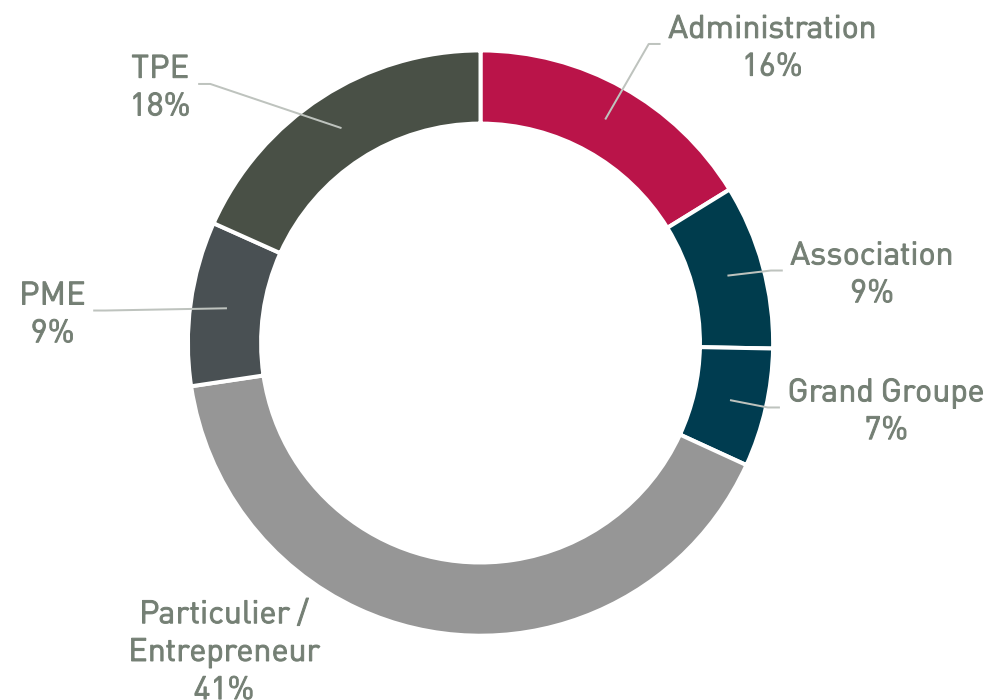


Analyse des litiges

Répartition du nombre de litiges par type de client



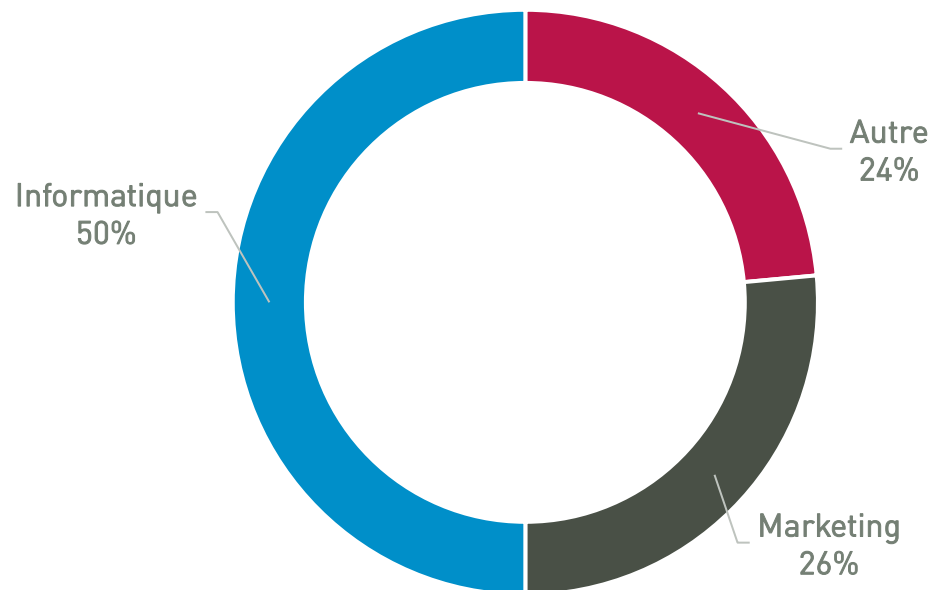
Répartition de la somme des préjudices (en HT) par type de client



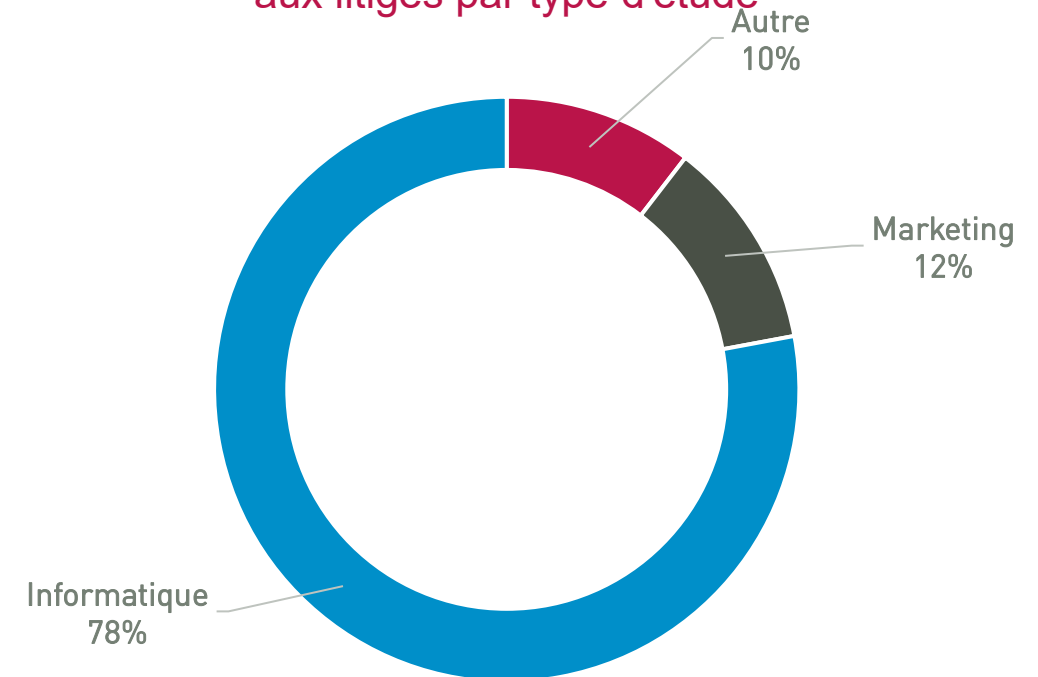
Les litiges traités dans cette analyse sont ceux déclarés à la CNJE via les tickets !

Analyse des litiges

Répartition du nombre de litiges par type d'étude

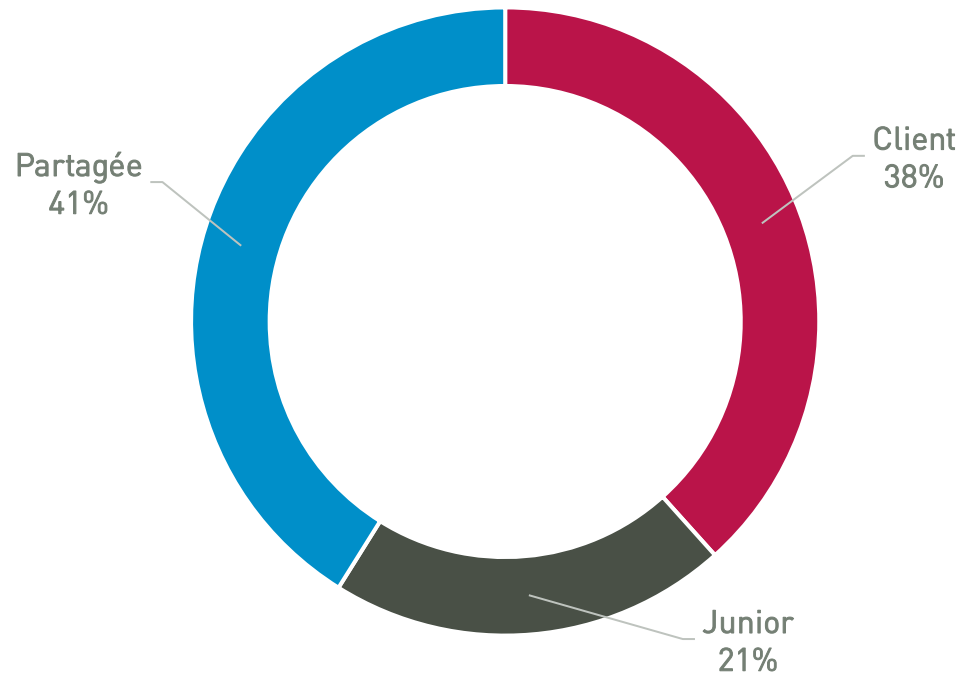


Répartition de la somme des préjudices liés aux litiges par type d'étude



Analyse des litiges

Répartition de la responsabilité des litiges



71 LITIGES SUR 2021



3130 € DE PRÉJUDICES MOYENS

4879 € pour les études informatiques

1875 € pour les études marketing

1891 € pour les autres types d'études

Analyse des litiges



ADAPTER LA FACTURATION

Réduisez le risque d'impayé en vous renseignant sur le client et en adaptant la facturation.



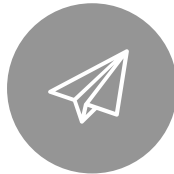
ASSURER LA QUALITE ET REDUIRE LES RISQUES

Assurez le rendu d'un livrable de qualité et protégez-vous lors du rendu (sécurité, rendu en physique, etc.)



DEFINIR LE BESOIN

Définissez bien le besoin client, en le retranscrivant dans un cahier des charges exhaustif.



TRACER LES ECHANGES

Documentez un maximum vos échanges : c'est cela qui fera foi pour prouver l'obligation de moyens.



ANTICIPER LES RETARDS

Respectez le planning de l'étude, soyez honnêtes avec le client et faites des avenants si nécessaire.

Important : Les Juniors ne sont pas couvertes en cas de retard

[Lien de l'analyse détaillée](#)